



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

Supplément à C.P.S. Nouvelle série N°73 (N°155) – 2 €

7 JUILLET 2019

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

Questions cruciales pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire en Algérie

Depuis 4 mois, une puissante mobilisation des masses en Algérie se développe pour en finir avec le régime bonapartiste militaro-policié. Depuis 4 mois, les deux ennemis se font face. D'un côté, il y a le régime, dont depuis 1962 la colonne vertébrale est l'armée ; il a dû avoir recours à plusieurs manœuvres en recul, passant par-dessus bord Bouteflika et se délestant des éléments les plus ouvertement liés à la mafia au pouvoir ; mais il reste encore debout, s'arc-boutant sur la constitution, qui codifie la perpétuation de sa domination, et sur l'élection dans ce cadre d'un président de la République chargé de perpétuer le « système », même si le régime a dû faire le constat qu'il ne pouvait organiser cette élection dans les délais qu'il s'était fixé au 4 juillet après un premier report. De l'autre côté, se perpétue la mobilisation des masses qui ne peut ni ne veut renoncer à son objectif immédiat : en finir avec le même système, avec le régime.

Il peut paraître étonnant que depuis 4 mois se pérennise cette situation où les deux camps se font face sans que l'un des deux n'arrive à remporter une victoire décisive sur l'autre. Mais c'est le résultat dans les deux cas d'une puissance et d'une impuissance. Du côté du régime, l'armée demeure sous contrôle de Gaïd Salah, véritable chef du régime. Il n'y a pas de signe de désagrégation manifeste. Voilà pour la puissance. Mais en même temps, les conditions politiques de l'écrasement du mouvement des masses, comme l'armée y a eu recours à plusieurs reprises dans le passé, ne sont pas réunies à ce jour : il faudrait pour cela que soit disloquée politiquement la mobilisation des masses.

De l'autre côté, le mouvement des masses ne faiblit pas, même si, inévitablement, une lassitude risque de se faire jour. Les dernières manifestations sur le mot d'ordre « *Pas de dialogue avec le gang* » indiquent assez que travailleurs et jeunes rejettent toute « solution » qui viserait à perpétuer sous une forme ou une autre le système. Mais en même temps, les masses n'ont pas constitué leurs propres organes de pouvoir, les seules tentatives véritablement significatives dans ce sens ayant eu lieu à l'université, et surtout elles ne les ont pas centralisés. Les grèves locales, nombreuses et souvent victorieuses, ne se sont pas transformées en grève générale, perspective contre laquelle combattent activement les directions syndicales, pas seulement la clique de Sidi Saïd (qui, évidemment identifiée au « système », n'exerce plus la moindre influence sur les masses en lutte), mais aussi les dirigeants de la CSA et une large partie des dirigeants du Comité de réappropriation de l'UGTA.

Et c'est pourquoi, malgré l'incontestable puissance du mouvement des masses, il est faux de parler de crise révolutionnaire en Algérie – une crise révolutionnaire se caractérise par une situation de double pouvoir – ; il est plus précis de parler de situation prérévolutionnaire.

Depuis 4 mois, les ennemis se font face sans qu'aucun ne puisse remporter une victoire décisive sur l'autre. Mais la situation ne durera pas indéfiniment. La situation prérévolutionnaire peut se transformer soit en crise révolutionnaire ouverte, soit en situation contre-révolutionnaire.

Telle est la situation objective. Mais la situation objective intègre nécessairement la situation subjective du prolétariat. Celle-ci doit être appréhendée avec ses éléments contradictoires. D'une part – et cet événement considérable a une signification universelle bien au-delà de l'Algérie –, le prolétariat a engagé le combat pour la réappropriation de sa centrale historique, à savoir l'UGTA, pour en chasser la clique dirigeante, clique dont la domination sur la centrale procède d'un coup d'État à l'intérieur même de celle-ci en 1963 fomenté par l'appareil d'État (l'armée avait chassé *manu militari* la direction élue pour y installer ses hommes). Ce mouvement a une signification universelle, en ce sens qu'il indique que toute véritable irruption des masses sur la scène de l'histoire pose d'une manière ou d'une autre la question de la réappropriation par les travailleurs de leurs syndicats, donc de chasser des syndicats les vieux appareils corrompus et vendus à la bourgeoisie. D'autre part, et malgré ce qui précède, le prolétariat algérien ne dispose pas d'un parti ouvrier révolutionnaire, pas même d'un parti ouvrier, d'une représentation politique propre, comme classe.

C'est évidemment à la résolution de cette question que doit s'atteler tout regroupement militant prétendant se situer sur le terrain du programme de la révolution prolétarienne. C'est d'ailleurs là le véritable enjeu de la période à venir. Précisément parce que le prolétariat algérien n'a pas de parti, la victoire de la révolution prolétarienne n'est pas – c'est le

moins qu'on puisse dire – l'hypothèse la plus probable. L'enjeu est donc le suivant : à travers les formidables développements de la lutte des classes actuels, des avancées significatives auront-elles lieu dans le sens de la construction du parti ouvrier, et donc d'abord dans le sens du renforcement du noyau révolutionnaire dans le pays ?

Le renforcement d'un tel noyau se fera sans doute à partir de militants d'origines diverses (jeunes ayant fait leur classe dans les événements de ces dernières semaines, militants syndicaux, militants appartenant à des groupes politiques divers se réclamant du socialisme). Mais il n'est possible qu'à partir d'une avant-garde qui, si réduite soit-elle numériquement, possède une clarté de vue sur la situation présente, mais aussi sur le passé, le rôle qu'y ont joué les différentes forces politiques.

Comment pourrait-on combattre pour le parti ouvrier révolutionnaire en Algérie, qui au bout du compte devra intégrer les acquis politiques de tout le mouvement ouvrier, donc ceux des Internationales ouvrières (I^{ère}, II^e, III^e et IV^e), sans tirer jusqu'au bout les leçons de la dégénérescence totale – jusqu'à devenir partie intégrante du « système » – du Parti des travailleurs de Hanoune¹ ? Comment pourrait-on combattre pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, intégrant les acquis de la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky, sans s'expliquer totalement sur le fait qu'a été présenté comme « trotskyste » un parti qui, depuis deux décennies, se caractérise par le soutien constant à Bouteflika, par la coopération étroite dans l'UGTA avec la clique pourrie de Sidi Saïd.

Il y a quelques semaines, a été constitué en Algérie un groupe politique : le COSI (Comité d'organisation des socialistes internationalistes). Au fil de la lecture de son bulletin, *Minbar El Oummel*, notre appréciation est que l'avenir de ce groupe demeure ouvert. Certains aspects de son orientation manifestent une volonté de renouer avec une orientation révolutionnaire. Il a exprimé à plusieurs reprises la nécessité du combat pour que les dirigeants syndicaux appellent à la grève générale pour en finir avec le régime. Il avait à juste titre formulé la nécessité de combattre pour un gouvernement des organisations syndicales, en l'absence de parti ouvrier, mot d'ordre qui a malheureusement disparu de son agitation ensuite. Il a dans un premier temps condamné la politique de division des dirigeants de la Confédération autonome le 1^{er}-Mai, et également rejeté comme une trahison la convocation de la « conférence de la société civile » visant à rétablir le dialogue avec le régime – alors même que des centaines de milliers de manifestants scandaient : « *pas de dialogue avec le gang* ». Sur le plan théorique, certains des articles parus indiquaient la nécessité de renouer avec la tradition du trotskysme sur la question des syndicats, se référant au dernier écrit de Trotsky, *Les Syndicats à l'époque de l'impérialisme*.

Mais d'autres aspects de son orientation contredisent ces éléments que l'on peut juger positifs. À l'orientation de combat contre la « conférence de la société civile », a été substituée une orientation de participation à celle-ci pour y présenter... une motion prétendument « radicale », avant que *Minbar El Oummel* revienne à l'exigence juste que les dirigeants de la Confédération autonome rompent avec la « conférence de la société civile ».

En même temps, le COSI n'a pas, à ce jour, fourni d'appréciation conséquente sur le PT, sa politique et les causes de sa dégénérescence, ce qui est pourtant indispensable.

S'agissant des mots d'ordre à avancer aujourd'hui, deux questions politiques importantes sont posées, comme nous le montrerons plus bas. S'il est évident que l'on ne peut passer en Algérie par-dessus les mots d'ordre démocratiques, en particulier celui d'« Assemblée nationale souveraine », d'une part du point de vue du prolétariat il n'y a aucun intérêt à qualifier cette assemblée de « constituante » ; d'autre part – et là, nous touchons au programme révolutionnaire lui-même –, on ne peut comme le fait le COSI laisser entendre que la satisfaction des revendications ouvrières, qui au bout du compte suppose l'expropriation du capital, pourrait dépendre de la réalisation d'une « Assemblée nationale constituante ».

Les fluctuations politiques du COSI ont une origine très peu mystérieuse. Il y a une contradiction entre l'aspiration de ses militants à renouer avec le trotskysme et les liens internationaux qui le rattachent au CORQI – rassemblement autour de l'organisation française TCI (Tendance communiste internationaliste) dirigée, en particulier, par Daniel Gluckstein et ses amis, qui dirigent le POID (Parti ouvrier indépendant démocratique). Or ceux-ci, non seulement ne veulent pas faire la lumière sur les origines de la trahison du PT algérien, mais doivent impérativement les camoufler pour une raison simple : ils en ont été jusqu'en 2015 les inspireurs essentiels au côté des actuels amis du PT algérien, dirigeants présents de l'autre groupe qui en France se réclame de l'héritage de Lambert, à savoir le POI (Parti ouvrier indépendant).

Mais il ne s'agit pas seulement, de la part de Gluckstein et de ses amis, de petits arrangements avec leur propre histoire. Il s'agit aussi de la politique présente.

La caractéristique constante de la politique du POID en France, c'est le soutien aux appareils syndicaux, qui s'exprime par le refus de combattre concrètement pour la rupture de la concertation avec le gouvernement (il peut y avoir une condamnation générale de la concertation, mais dans les syndicats, le POID se range aux côtés de l'appareil contre ceux

1 Les militants révolutionnaires sont inconditionnellement pour la libération de Louisa Hanoune. Mais en aucun cas, cette prise de position n'inclut quelque soutien que ce soit à la politique de Louisa Hanoune qui, au contraire, doit être dénoncée avec la plus grande fermeté pour ce qu'elle est : une politique de trahison totale des intérêts ouvriers. Pour faire une comparaison historique, la condamnation du procès pétainiste fait à Léon Blum n'impliquait aucun soutien à la politique de ce dernier. Il est même parfaitement exact de dire que c'est la politique de Léon Blum qui a conduit à Pétain.

qui mènent cette bataille pour la rupture). Cette politique s'est illustrée dans la dernière période par le soutien à la tactique des dirigeants syndicaux contre la tentative de mobilisation des cheminots, tactique de trahison éhontée à travers les grèves perlées, la concertation et le rejet de l'exigence de défense du statut. Elle s'est encore distinguée par la condamnation, par le même POID, du mouvement des militants qui, dans le dernier congrès confédéral Force ouvrière, s'était dressé contre l'appareil dirigeant qui s'était illustré par le soutien donné par Mailly aux ordonnances Macron en 2017².

C'est cette orientation de soutien aux appareils syndicaux que Gluckstein et ses amis veulent faire triompher dans le COSI. Cette orientation se couvre d'un arsenal « théorique », dans lequel il convient de démêler ce qui relève du révisionnisme maquillé sous un verbiage « trotskyste », et du camouflage historique. Il faut le dire : sur l'orientation préconisée par Gluckstein, il n'y a aucun avenir pour le COSI.

Gluckstein et ses amis caractérisent par ailleurs la politique du PT d'« *ambivalente* » : « (...) *quelle a été la politique du PT ? Pour moi, c'est une orientation ambivalente. Il y a deux orientations qui parfois se combinent : une orientation imprimée par la secrétaire générale. Concrètement le 21 février, (...) : les dix premières minutes de son intervention sont contre le mouvement des masses (...) Le même discours que le régime (...) Dans le même temps, les militants agissent sur les grandes orientations : l'Assemblée constituante, les libertés démocratiques (...)* »³.

Si la politique du PT était vraiment « *ambivalente* », la seule position raisonnable serait d'intervenir en son sein pour le faire sortir de l'« *ambivalence* ». Pour un marxiste, la création d'une nouvelle organisation n'est pas un jeu. Elle ne se justifie que s'il est avéré que les organisations existantes sont désormais irredressables. C'était la méthode de Trotsky. Si la politique du PT est « *ambivalente* », il n'y a aucune place pour la proclamation d'une nouvelle organisation.

Dans le combat pour le Parti ouvrier révolutionnaire en Algérie, la tâche principale consiste dans l'élaboration d'une orientation correcte, qui est à notre point de vue présente à travers les différentes déclarations de *Maghreb socialiste*, et dans sa mise en œuvre à la mesure des moyens des militants. Mais une tâche subordonnée – ce qui ne signifie pas secondaire – consiste à démonter l'arsenal théorique qui vise à rabattre sur le terrain de la défense des appareils tout mouvement militant qui cherche à s'en émanciper. C'est le rôle de cet article.

Nécessité des mots d'ordre démocratiques

Il faut commencer par dire que l'un des points sur lesquels Gluckstein et le CORQI se livrent à une révision complète du trotskysme porte sur la question des mots d'ordre démocratiques.

Le CORQI prétend haut et fort s'inscrire dans la continuité de la politique de Lénine et de Trotsky sur cette question :

« La tradition de notre courant, c'est celle de Lénine, concentrée dans la citation faite plus haut sur le lien entre le combat pour la démocratie et le caractère prolétarien du parti ; c'est celle des bolcheviques combattant (...) pour la convocation de l'Assemblée constituante, l'un des mots d'ordre sur la base desquels ils ont gagné la majorité dans le congrès des soviets ; c'est celle de Trotsky sur la Chine en 1930 et de la « motion rouge » de 1978 au Pérou. Si le mot d'ordre d'Assemblée constituante (...) s'est imposé plus fréquemment dans les pays dominés par l'impérialisme en relation avec les tâches démocratiques et nationales, ce n'est pas pour autant un mot d'ordre réservé à ces pays. Le pourrissement de l'impérialisme - réaction sur toute la ligne - le met à l'ordre du jour dans les pays impérialistes. »

Nous allons voir ce qu'il en est réellement.

Précisons : le cours même des événements depuis le 22 février indique assez que l'on ne peut passer « par-dessus » la nécessité des mots d'ordre démocratiques. Les premières manifestations contre le 5^e mandat se font incontestablement sur le terrain des mots d'ordre démocratiques. Encore faut-il préciser que ces manifestations prennent appui sur les développements antérieurs de la lutte des classes, qui déjà vont au-delà de ces mots d'ordre. Lorsque les métallurgistes d'El Hadjar arrachent avant même le 22 février, au cours d'une grève acharnée contre une direction qui a tenté dans un premier temps de décapiter la grève, la requalification des contrats précaires en CDI en véritable embauches, il s'agit d'une grève sur le terrain du droit au travail, d'une revendication fondamentale du prolétariat. Mais c'est bien au nom de la souveraineté populaire – constamment évoquée dans toutes les manifestations – que les masses se dressent contre le 5^e mandat, une insulte qui leur est faite en les sommant de voter pour un demi-cadavre invisible.

Ignorer les mots d'ordre démocratiques - celui de la libre élection au suffrage universel d'une assemblée nationale souveraine, mais aussi celui de l'égalité des sexes (et de l'abrogation du code de la famille), de l'ensemble des droits démocratiques (liberté de presse, de réunion, d'association, de grève, réforme agraire, reconnaissance officielle de la langue amazigh, etc.) -, serait le fait d'une orientation de secte gauchiste imbécile.

Il faut ajouter : seul le prolétariat est en mesure de défendre ces mots d'ordre jusqu'au bout. Les forces bourgeoises (les partis bourgeois, la direction **bourgeoise** des syndicats – y compris celle de la CSA) pressées de choisir entre la défense

2 Pour plus de développements, lire sur le site *Combattre pour le socialisme*, l'article : « A propos de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats ».

3 « Rapport sur le processus révolutionnaire en Algérie », secrétariat élargi du CORQI, 24 mai 2019 (*L'Internationale* n°14, mai 2019).

de l'ordre bourgeois et du régime, et le combat jusqu'au bout des revendications démocratiques – derrière lequel elles savent qu'il y a les revendications de classe du prolétariat - choisiront toujours de passer par-dessus bord les revendications démocratiques au nom de la défense du régime. La preuve vient encore d'en être fournie d'abord par les conclusions de la « conférence de la société civile » – rassemblant l'appareil syndical de la CSA, diverses organisations religieuses et une multitude de regroupements bourgeois. Toute honte bue, l'ensemble de ces forces s'est prononcé pour la transition via des élections présidentielles. L'ensemble de ces forces ont explicitement rejeté la revendication d'égalité des sexes, etc. Il n'en va pas autrement de la déclaration des 7 organisations politiques allant des partis bourgeois FFS et RDC jusqu'aux pablistes du PST, en passant par les diverses variantes issues de la décomposition du stalinisme, jusqu'au PT. Dans leur déclaration en faveur « *d'un pacte politique consensuel qui définira par la suite les contours du processus de transition démocratique dans notre pays* », plus aucune trace de l'exigence de l'élection d'une assemblée souveraine – même sous la forme du mot d'ordre d'« *assemblée constituante* ».

Assemblée nationale ou assemblée nationale « constituante »

Cela étant, il convient de préciser de la manière la plus nette la place de ces mots d'ordre démocratiques, en particulier de celui qui porte sur l'élection au suffrage universel d'une assemblée souveraine, du point de vue d'un regroupement politique révolutionnaire, c'est-à-dire communiste au sens de Marx. Ce mot d'ordre ne peut être rien d'autre qu'un mot d'ordre temporaire, correspondant, dans la première phase du processus révolutionnaire, à l'état de l'expérience des masses et à leur état d'esprit. Faire de ce mot d'ordre l'alpha et l'oméga de la politique révolutionnaire, développer l'illusion que la réalisation des mots d'ordre démocratiques aurait par elle-même le pouvoir de satisfaire les revendications ouvrières (le droit au travail, au logement, à la santé, à l'instruction et à la culture), serait non seulement tromper les masses, mais aussi transformer ces mots d'ordre, dont toute la validité tient au fait qu'ils constituent un levier pour abattre le régime, en une véritable nasse visant à emprisonner le prolétariat et lui interdire, « au nom de la démocratie », de défendre ses propres intérêts de classe.

On ne saurait mieux dire à ce propos que ce qu'expliquait Stéphane Just, précisément à propos de la situation en Algérie (14-09-1991) :

« Dans la lutte pour les libertés démocratiques lancer en Algérie le mot d'ordre « pour une Assemblée Nationale Souveraine » est indispensable. Mais pourquoi ? En raison de l'arriération politique d'un pays qui n'a jamais connu d'autre régime politique que celui dicté par l'impérialisme français au temps de la colonisation et, après l'indépendance politique, que celui totalitaire du FLN. Les masses, en même temps qu'elles aspirent aux libertés démocratiques élémentaires, aspirent à avoir une représentation nationale souveraine qu'en l'état de leur expérience politique elles n'imaginent que sous la forme d'une Assemblée Nationale élue au suffrage universel.

Parce que cela correspond à l'expérience politique actuelle des masses, parce que ce serait un bond politique en avant, il faut combattre pour une Assemblée Nationale Souveraine. Mais il faut en même temps se garder de répandre et de développer des illusions qui deviendraient des pièges. Au contraire il faut, autant que possible, dissiper les illusions.

Que faudrait-il pour que cette Assemblée soit réellement Souveraine ? D'abord et avant tout : que soient détruits le pouvoir totalitaire et tous les organes étatiques de ce pouvoir : police, forces répressives de toutes sortes, justice, administration, etc... à tous les niveaux ; que cet appareil d'État soit remplacé par un autre issu du mouvement des masses et des organismes qui surgiront de ce mouvement.

Une Assemblée Nationale Souveraine, surtout compte tenu des rapports politiques existant actuellement en Algérie, ne satisferait pas les revendications économiques, sociales et politiques des masses. Au mieux ce serait un lieu d'affrontement entre les intérêts des différentes classes et couches sociales. Il faut mettre en garde les masses : un régime démocratique parlementaire bourgeois n'est pas viable en Algérie. Une Assemblée Nationale Souveraine ne serait qu'une transition : soit vers le retour à une dictature totalitaire (par exemple une République Islamique) ou vers la dictature du prolétariat. »

Ces lignes n'ont pas pris une ride. Pas plus que les suivantes, qui précisent pourquoi il faut éviter autant que faire se peut d'attribuer à ladite assemblée nationale l'attribut de « constituante » :

« Affirmer que cette Assemblée « rédigerait une constitution » c'est s'engager sur un terrain miné car c'est signifier que les masses pourraient voir leurs revendications satisfaites à partir d'une constitution issue d'une l'Assemblée Constituante Souveraine, constitution devenant la loi pour tous (c'est pourquoi mieux vaut se limiter à Assemblée Nationale Souveraine). La valeur du mot d'ordre d'Assemblée Nationale Souveraine vient de ce qu'il peut être un moyen d'agitation pour mettre en mouvement les masses. Il n'y a aucune raison de se lier par avance les mains en exigeant que cette Assemblée soit constituante. »

Sans doute les militants révolutionnaires, dans une assemblée de travailleurs, peuvent-ils accepter, à titre de compromis, que soit accolé à l'exigence d'assemblée nationale souveraine le terme de constituante (ce qu'entend d'ailleurs Stéphane Just lorsqu'il écrit d'une manière délibérément souple : « *Mieux vaut se limiter...* »). Il n'en reste pas moins que dans ce que produisent les militants révolutionnaires sous leur propre responsabilité, la clarté exige qu'on en reste à la formule : « assemblée nationale souveraine ».

Mais dira-t-on, Trotsky lui-même parle d'assemblée nationale « constituante ». Exact, mais voyons précisément dans quels termes, notamment dans le *Programme de Transition*, qui constitue à cet égard la pensée de Trotsky achevée.

Dans la partie : « *Les pays arriérés et le programme des revendications transitoires* », il écrit :

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'ASSEMBLÉE NATIONALE (ou CONSTITUANTE) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale ».

La référence au caractère « constituant » n'occupe que la place d'une parenthèse. Les formulations, la façon dont elles sont introduites ont un sens. Trotsky ne fait pas du caractère « constituant » un caractère central. On le verra plus loin, le plus souvent – à l'inverse de ce qu'affirme Gluckstein –, il s'en tient au mot d'ordre « d'assemblée nationale ». Stéphane Just, quant à lui, écarte carrément le terme qui figurait encore par parenthèse chez Trotsky sur la base du demi-siècle supplémentaire d'expériences de la lutte des classes. Car, notamment en l'absence de parti ouvrier, ce que la « constitution » ainsi élaborée risque le plus probablement de graver dans le marbre, c'est... la propriété privée des moyens de production : ainsi deviendrait-elle un véritable carcan, faisant obstacle au combat du prolétariat pour la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier.

Quelques références historiques : la Chine

Pour tenter de confirmer que le caractère « constituant » est central, Gluckstein et ses amis croient bon de se référer à la Chine (*Notes préparatoires au rapport présenté à la réunion du secrétariat élargi du CORQI, L'Internationale* n°14, p. 21). Il faut rentrer dans le détail. Dans une lettre datée de décembre 1928, titrée « Des mots d'ordre démocratiques pour la Chine », Trotsky écrit :

« Quand le mouvement des masses progresse, dans les circonstances de crise révolutionnaire générale, les soviets, grandissant à travers ce mouvement, en desservant les besoins courants, deviennent une forme naturelle, compréhensible, proche au point de vue "national", de l'unité des masses et aident le parti à amener celles-ci à l'insurrection. Mais que signifierait maintenant le mot d'ordre des soviets, dans les conditions actuelles de la Chine ? N'oubliez pas qu'il n'y a là-bas aucune tradition soviétique. Elle aurait pu exister même dans l'éventualité d'une défaite. Mais elle n'existe pas. C'est la direction réactionnaire de Staline-Boukharine qui en est cause. Le mot d'ordre des soviets qui ne se développent pas à travers un mouvement des masses et qui ne s'appuient même pas sur l'expérience du passé, correspond à un appel aride : faites comme en Russie, c'est-à-dire que c'est le mot d'ordre de la révolution socialiste sous sa forme la plus pure, la plus abstraite et la plus absolue. Il faut propager les soviets pour conquérir le pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres au moyen de l'insurrection. Mais, aujourd'hui, il faut opposer au mécanisme fasciste du Guomindang les mots d'ordre de la démocratie, c'est-à-dire ceux qui, sous la domination de la bourgeoisie, ouvrent le champ le plus vaste à l'esprit d'activité politique du peuple. »

Trotsky évoque ici le caractère central des mots d'ordre démocratiques au commencement du processus révolutionnaire. Cela ne fait aucun doute. C'est une question qu'il reprendra fréquemment, particulièrement s'agissant de la Chine. À cet égard, il peut être intéressant de se référer par exemple à un autre article d'août 1935, où Trotsky donne le cadre théorique dans lequel il place les mots d'ordre démocratiques : « *On pourrait dire, en considérant des pays comme l'Angleterre et la France, qu'une longue période de démocratie est nécessaire avant d'atteindre le socialisme... Mais en Russie, la semi-démocratie de la période parlementaire n'a duré que quelques années. La démocratie dans la révolution de février n'a duré que huit mois. En tout cas, les masses veulent toujours la démocratie au commencement. C'est seulement en suivant cette route qu'elles pourront accepter le système soviétique et prendre le pouvoir... En Chine, la période de la démocratie peut être très courte ou même inexistante.* »

Trotsky affirme à la fois que « *les masses veulent toujours la démocratie au commencement* » et en même temps qu'« *en Chine la période de la démocratie peut être très courte ou même inexistante.* »

Du point de vue de la logique formelle, ces deux appréciations sont contradictoires. Mais elles cessent de l'être si l'on considère les processus vivants de la lutte des classes dans le cours de la révolution, où l'objectif qui hier cimentait la mobilisation des masses devient peu de temps après un objectif dépassé qui, maintenu, deviendrait un frein à cette même mobilisation. Trotsky a admirablement décrit ce processus sous le nom de **révolution permanente**.

Mais comme il ne faut pas confondre aujourd'hui et demain, Trotsky précise : « *Les problèmes de la perspective à venir font partie de l'éducation des cadres, mais il ne faut pas qu'ils paralysent et gênent notre travail de propagande pour une assemblée nationale. Pour le moment, la tâche la plus importante, c'est de tout faire pour promouvoir l'idée d'une assemblée nationale.* »

Retour à la situation en Algérie

De la même manière aujourd'hui, en Algérie, il est parfaitement correct de combattre pour l'Assemblée nationale souveraine, de mettre ce mot d'ordre au centre comme levier pour en finir avec le régime. Mais pas plus que ne le faisait Trotsky sur la Chine, il ne faut laisser croire une seule seconde que l'élection d'une telle assemblée contient en elle-même la satisfaction des revendications ouvrières.

C'est cette illusion que distille à profusion Gluckstein et ses amis :

« Cela se concentre donc sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine. (...) Mais il faut noter que seule la classe des exploités et des opprimés a tout à gagner à sa réalisation, ou plus exactement que c'est la seule classe qui n'a rien à craindre de l'élection d'une Constituante souveraine, à la différence des possédants qui, eux, craignent, non sans raison, qu'une telle Constituante aille trop loin. La classe des exploités et des opprimés n'a pas à craindre qu'une Assemblée constituante remette en cause les limites du régime de la propriété privée des moyens de production » (Notes préparatoires..., L'Internationale n°14, p 22).

Quelle confusion savamment entretenue ! Évidemment, Gaïd Salah, la hiérarchie militaire, la clique des prébandiers au pouvoir craignent l'élection d'une Assemblée nationale souveraine, car elle signifierait la fin de leur pouvoir totalitaire, et c'est d'ailleurs précisément pour cette raison qu'on doit combattre sur cet objectif. Est-ce qu'elle signifierait la fin du régime de la propriété privée des moyens de production ou même – formule du reste caoutchouteuse à souhait – la « remise en cause des limites de la propriété privée » ? Qui peut affirmer une chose pareille ? Personne, pas même le devin Gluckstein. Par contre, ce que l'on sait c'est, que dans le contexte actuel, en l'absence notamment d'un parti ouvrier, l'hypothèse la plus probable est qu'en ressortirait une majorité bourgeoise qui n'aurait de cesse que d'œuvrer au maintien de la propriété privée des moyens de production. Mais ce que l'on sait aussi, c'est que les masses, fortes de leur première victoire, à savoir la chute du régime, n'en resteraient pas là, et que, y compris contre une telle majorité, elles tendraient à entrer dans une nouvelle phase du combat pour voir cette fois satisfaites leurs revendications de classe, ce qui mettrait à l'ordre du jour immédiat le combat pour le gouvernement ouvrier. Nous disons « tendraient à entrer » : car il n'y a rien de mécanique, d'autant que la situation mondiale de la classe ouvrière aujourd'hui n'est pas celle des années 30 : suite au rétablissement du capitalisme en Russie puis en Chine, la force des préjugés démocratiques dans les masses est aujourd'hui bien plus grande qu'elle ne l'était alors.⁴

Mais pour ce faire, encore faut-il ne pas véhiculer d'illusions sur ladite Assemblée ! Ce que Gluckstein dans ses « Notes préparatoires » exprime dans un style délibérément ambigu (il n'affirme pas formellement que l'assemblée constituante liquidera la propriété privée des moyens de production, se contentant de le suggérer, pour se préserver une porte de sortie au cas où les faits le démentiraient), les militants du COSI le traduisent dans un langage plus clair :

« C'est au peuple de décider de son avenir, c'est au peuple de s'ériger en peuple constituant (...) »

Pour notre part, Comité d'organisation des socialistes internationalistes (COSI), nous estimons qu'une telle Assemblée constituante souveraine permettrait aux représentants du peuple non seulement de décider de la forme des institutions nouvelles, mais aussi de leur contenu, car le peuple veut pouvoir décider :

- que les jeunes aient un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire,
- que toutes les richesses de la nation, en particulier les hydrocarbures, reviennent au peuple travailleur,
- que soient annulés toutes les privatisations,

(...)

- que soient satisfaites les revendications des travailleurs (...) »

« Pour notre part, COSI, nous estimons »... De quoi s'agit-il ? D'un souhait ? On peut tout souhaiter, même d'attraper la lune avec les dents ! D'un pronostic ? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est hasardeux...

Pas seulement hasardeux d'ailleurs. Il contribue, que le COSI le veuille ou non, à désarmer le prolétariat pour les combats à venir. Alors qu'il faut indiquer que seul un véritable gouvernement ouvrier chassant l'impérialisme, expropriant le capital, organisant la production selon les besoins des masses peut satisfaire les revendications des masses, la déclaration du COSI indique à la classe ouvrière le contraire. Car sa position revient à dire : « Pas besoin de prendre le pouvoir ! Pour la satisfaction des revendications des masses, une assemblée élue au suffrage universel fera parfaitement l'affaire ! »

Il est vrai que dans le dernier bulletin dont nous avons pris connaissance, le COSI infléchit un peu cette position :

« Pour les révolutionnaires défendre "le programme démocratique" c'est ne pas être ultimatisiste vis-à-vis des masses mais les accompagner dans cette expérience afin qu'elles-mêmes le dépassent dans la pratique par leurs activités

⁴ Lire : *Une nouvelle perspective* qui établit notamment les conséquences du rétablissement du capitalisme en Russie sur la conscience de classe du prolétariat (consultable sur le site *Combattre pour le socialisme*).

propres. » D'accord avec cela. Mais vous le dites vous-mêmes, camarades : il s'agit bien de faire en sorte « *qu'elles-mêmes le dépassent dans la pratique par leurs activités propres.* »

Or un peu plus loin : « *la solution la plus économique pour que soient satisfaites toutes les revendications démocratiques et sociales du peuple travailleur, serait que dans le cadre d'une telle assemblée constituante se constitue un gouvernement ouvrier et paysan qui prenne immédiatement les mesures de rupture avec l'impérialisme.* »

Un gouvernement ouvrier « *dans le cadre de l'assemblée constituante* » ? Là, à nouveau, on spéculé sur le caractère de cette « assemblée constituante ». On suppose – supposition parfaitement arbitraire et pour tout dire improbable – que l'assemblée « constituante » puisse être à majorité ouvrière (alors que de l'avis même des camarades, la classe ouvrière algérienne n'a à ce stade pas de parti propre !).

Non décidément, plutôt que de se livrer à des spéculations hasardeuses, mieux vaut se référer à ce que nous ont appris Lénine et Trotsky, en particulier à l'épreuve des crises révolutionnaires de la première moitié du XX^e siècle, et d'abord de la révolution d'Octobre.

La question de l'Assemblée constituante dans la révolution d'Octobre

Il suffit de lire *Les Leçons d'Octobre* de Trotsky. Il ne fait aucun doute que les bolcheviks, durant toute la période qui précède février 1917, jusqu'à mars 1917 et la chute du tsarisme, ont fait des mots d'ordre démocratiques, particulièrement du mot d'ordre d'assemblée nationale, voire d'assemblée nationale constituante, un formidable levier pour en finir avec l'absolutisme tsariste.

La plus grande précision est cependant nécessaire. Dans les *Thèses d'Avril* Lénine écrit :

« *J'ai attaqué le Gouvernement provisoire parce qu'il n'a pas fixé un terme rapproché, ni aucun terme en général, à la convocation de l'Assemblée constituante, et s'est borné à des promesses. Je me suis appliqué à démontrer que sans les Soviets des députés ouvriers et soldats, la convocation de l'Assemblée constituante n'est pas assurée et son succès est impossible. Et l'on me prétend adversaire d'une convocation aussi prompte que possible de l'Assemblée constituante !!!* ».

Après mars, durant la période du « double pouvoir », gouvernement provisoire/soviets, les bolcheviks ont mené une agitation exigeant sa convocation, que les représentants de la bourgeoisie et des partis ouvriers « conciliateurs » (mencheviks et SR) repoussaient sans cesse à plus tard. C'était en réalité une tactique pour dénoncer la collusion des SR et des mencheviks. Dans les *Thèses d'Avril*, Lénine répondait à une accusation mensongère. Néanmoins, il convient de souligner qu'en aucun cas les *Thèses* n'avancent le mot d'ordre de Constituante. Au contraire, Lénine écrivait : « **Non pas une république parlementaire, y retourner après les Soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière, mais une république des Soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet** » (thèse 5). C'est après l'échec de la tentative de coup d'état de Kornilov que la bourgeoisie a tenté d'utiliser contre les soviets l'arme de la Constituante. Le gouvernement convoque les élections pour le 25 novembre 1917. Après la prise du pouvoir le 5 novembre, les bolcheviks se sont posés la question de savoir quelle attitude adopter vis-à-vis des élections à la Constituante. Dans son livre *Lénine*, publié en 1924, Trotsky rapporte :

« *Dans les premiers jours, sinon dans les premières heures qui suivirent le coup d'État, Lénine posa la question de l'Assemblée Constituante.*

– *Il faut l'ajourner, déclara-t-il, il faut proroger les élections. Il faut élargir le droit électoral, en donnant la faculté de voter aux jeunes gens de dix-huit ans. Il faut donner la possibilité de réviser les listes de candidats. Nos listes à nous-mêmes ne valent rien : on y trouve une quantité d'intellectuels d'occasion, et nous avons besoin d'ouvriers et de paysans. Les gens de Kornilov, les Cadets doivent être mis hors la loi.*

On lui répliquait :

– *Il n'est pas commode de surseoir maintenant. Ce sera compris comme une liquidation de l'Assemblée Constituante, d'autant plus que nous avons nous-mêmes accusé le Gouvernement provisoire d'atermoyer avec l'Assemblée.*

– *Bêtises ! répliquait Lénine. Ce qui importe, ce sont les actes et non les paroles. Pour le Gouvernement provisoire, l'Assemblée constituante marquait ou pouvait marquer un pas en avant ; pour le pouvoir soviétique, surtout avec les listes actuelles, ce serait inévitablement un pas en arrière* [souligné par nous]. *Pourquoi trouvez-vous incommode d'ajourner ? Et si l'Assemblée Constituante se compose de Cadets, de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires, est-ce que ce sera commode ? (...)*

Lénine se trouva seul sur sa position. Il secouait la tête d'un air mécontent et répétait :

– *C'est une erreur, c'est évidemment une erreur qui peut nous coûter cher ! Puisse-t-elle ne pas coûter à la révolution sa tête... »*

Finalement, il fut décidé de maintenir les élections qui furent convoquées par le Conseil des Commissaires du peuple. Ultérieurement, Lénine conviendra qu'il avait eu tort. En décembre 1917, il publie des thèses sur l'Assemblée constituante. Il écrit que les bolchevik doivent exiger « *une déclaration de l'Assemblée constituante reconnaissant sans réserve le pouvoir des Soviets, la révolution soviétique, sa politique relative à la paix, à la terre et au contrôle ouvrier,*

l'adhésion ferme de l'Assemblée constituante au camp des adversaires de la contre-révolution des cadets et des kalédiniens. »

Le 5 janvier, la Constituante se tient. Les bolcheviks minoritaires adoptent la ligne de Lénine. Face à l'opposition de la majorité SR de droite, mencheviks, partis bourgeois, les SR de gauche et les bolcheviks quittent l'Assemblée. Le lendemain, le CEC (Comité exécutif central des Soviets) promulgue le décret de dissolution. L'Assemblée constituante n'est plus.

Dès avril 17, toute l'opposition entre Lénine et Trotsky d'une part, et les vieux bolcheviks (Kamenev, Zinoviev soutenus par Staline) d'autre part, portait sur la question suivante : le but de la révolution est-il la prise du pouvoir par le prolétariat à travers la réalisation du mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* », ou bien le but de la révolution est-il de transmettre le pouvoir à une Assemblée constituante ? Trotsky décrit ainsi les enjeux de la conférence d'avril 1917 :

« Toute la conférence d'avril du parti fut consacrée à cette question essentielle : allons-nous à la conquête du pouvoir pour réaliser la révolution socialiste, ou aidons-nous à parachever la révolution démocratique ? »⁵

Et il résume ainsi la position des adversaires de Lénine :

« Par parachèvement de la révolution démocratique, on sous-entendait la réalisation d'une série de réformes par l'intermédiaire de la Constituante, où le parti bolchevik devait jouer le rôle d'aile gauche. Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets » perdait ainsi tout contenu réel. C'est que, plus logique que ses camarades de l'opposition, Noguine déclara à la conférence d'avril : « Au cours de l'évolution, les attributions les plus importantes des soviets disparaissent, une série de leurs fonctions administratives sont transmises aux municipalités, aux zemstvos, etc... Considérons le développement ultérieur de l'organisation étatique : nous ne pouvons nier qu'il y aura une Assemblée Constituante et, à sa suite, un Parlement. Il en résulte que, progressivement, les soviets seront déchargés de leurs principales fonctions ».

Le combat politique au sein du Parti bolchevik entre Lénine et Trotsky face aux « droitiers » perdurera jusqu'à la prise du pouvoir. Il sera particulièrement âpre au moment où la majorité des mencheviks et des socialistes révolutionnaires, dans le but précis de faire disparaître les soviets comme organes du pouvoir ouvrier dressé face au gouvernement provisoire, convoque une « conférence démocratique » ayant pour eux vocation à se transformer en « pré-parlement » puis en « assemblée constituante ». Trotsky cite Lénine parlant « *de fautes révoltantes des bolcheviks comme la honteuse décision de participer au pré-parlement* ». Et Trotsky indique : « *Il n'est pas vrai que la voie menant au pouvoir passe nécessairement par la démocratie bourgeoise. Ce sont là des abstractions inconsistantes, des schémas doctrinaires dont le résultat est uniquement d'enchaîner l'avant-garde, d'en faire par l'intermédiaire du mécanisme étatique « démocratique », l'opposition, l'ombre politique de la bourgeoisie* ».⁶

Oui, jusqu'au bout les « droitiers » opposeront la convocation de l'Assemblée constituante à la prise du pouvoir. Trotsky cite le texte de Kamenev et Zinoviev du 11 octobre :

« Notre parti a les plus grandes chances aux élections à l'Assemblée constituante... Avec une tactique juste, nous pouvons obtenir au moins le tiers des mandats... » et de proposer que la future assemblée constituante puisse... s'appuyer sur les soviets : « *ce n'est que sur les soviets que pourra s'appuyer l'assemblée constituante dans son travail révolutionnaire. L'assemblée constituante et les soviets, voilà le type combiné d'institutions étatiques vers lequel nous marchons.* »

Deux précisions

Mais, dira-t-on, il y a une grande différence entre la Russie d'avril à octobre 1917 et l'Algérie aujourd'hui. Aujourd'hui, les masses algériennes n'ont pas édifié leurs propres organes de pouvoir, et le régime est certes affaibli, contraint à manœuvrer en recul, mais toujours là. Exact. et c'est bien pourquoi la caractérisation scientifique de la situation actuelle est celle d'une **situation prérévolutionnaire** et non d'une situation révolutionnaire.

C'est pourquoi, répétons-le, le mot d'ordre d'assemblée nationale souveraine est pleinement d'actualité. Mais avancer ce mot d'ordre sans semer des illusions, c'est indiquer clairement le but final.

Le but final n'est pas l'assemblée nationale souveraine, objectif juste mais transitoire. Le but final, **c'est la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier**, dont on indique les tâches (sans entretenir l'illusion que ces tâches pourraient être réalisées par l'« assemblée nationale souveraine »), véritable gouvernement ouvrier dont la formulation immédiate ne peut être que : gouvernement des organisations syndicales (en l'absence de parti ouvrier). C'est cette formule que, justement, le COSI a avancé... une seule fois avant qu'elle ne disparaisse de ses écrits.

Autre précision : il y a une très grande différence entre Kamenev/Zinoviev d'une part et Gluckstein de l'autre. Kamenev et Zinoviev n'ont, quant à eux, jamais prétendu que l'assemblée constituante puisse être autre chose qu'une assemblée bourgeoise. Mais ils jugeaient que l'heure de la prise du pouvoir par le prolétariat n'était pas encore venue. A l'inverse,

5 *Les Leçons d'Octobre*, chapitre « La conférence d'avril »

6 *Les Leçons d'Octobre*, chapitre « Les journées de Juillet, l'émeute de Kornilov, la conférence démocratique et le Pré-parlement »

c'est une marchandise frelatée que nous vend Gluckstein, visant à faire croire qu'une assemblée bourgeoise puisse réaliser l'émancipation du prolétariat !

Et l'Espagne ?

Revenons aux écrits de Gluckstein. Nous l'avons vu avec la Chine, Gluckstein torture à loisir les textes pour leur faire dire le contraire de ce qu'ils disent effectivement. Mais dans l'art de faire dire à Trotsky le contraire de ce qu'il dit, c'est en évoquant l'Espagne que sans doute il bat ses propres records. Dans son *Rapport sur le processus révolutionnaire en Algérie, présenté lors de la réunion du secrétariat élargi du CORQI, le 24 mai 2019 (L'Internationale n°14, p. 5)*, il ose écrire :

« Trotsky dit quelque chose de très important : il est probable que les masses espagnoles devront passer par l'expérience parlementariste et non aller vers la dictature du prolétariat, parce que les masses n'ont pas été armées du programme démocratique, notamment de la République. »

Où Trotsky a-t-il écrit cela? A quel moment de l'histoire de la lutte des classes dans ce pays ? Vous ne le saurez pas. Mais ce que vous pouvez vérifier, c'est ce que fut l'orientation constante de Trotsky au cours de ce que fut la dernière situation révolutionnaire en Europe avant son entrée dans l'effroyable guerre impérialiste.

Trotsky a écrit des dizaines de pages contre la politique des staliniens qui prétendaient cadenciser la mobilisation révolutionnaire des masses, interdire au prolétariat, y compris par la terreur et l'assassinat, de faire valoir ses propres revendications de classe qui ne pouvaient être satisfaites que par l'expropriation du capital. La couverture « théorique » de la politique des staliniens – dont le ressort réel était la préservation de la bureaucratie du Kremlin et ses privilèges de parasite que toute révolution socialiste victorieuse aurait mortellement menacés –, consistait justement à dire : « l'heure est à la lutte contre le fascisme au nom de la « démocratie ». Cette lutte exige que se noue l'alliance avec la bourgeoisie « républicaine ». Tout mot d'ordre socialiste menacerait une telle alliance. Il faut donc y renoncer. » On connaît le résultat : une des défaites les plus tragiques pour la classe ouvrière en Europe au XX^e siècle.

Contre cette orientation mortifère, Trotsky a écrit, répétons-le, des dizaines de pages. On se contentera d'une seule, limpide et définitive. Et à la différence de Gluckstein, nous citerons avec précision nos sources.

Sous le titre : « Problèmes du S.I et de l'Espagne », elle est datée du 8 avril 1936 (*Œuvres*, tome 9, page 159), Trotsky écrit, polémique :

« Quant à Maurin, il faudrait s'en occuper un peu plus continuellement. Son mot d'ordre principal est la révolution « démocratico-socialiste » : ce n'est pas que la permutation de la révolution « social-démocrate ». Marx a écrit en 1876 sur la fausseté du terme « social-démocrate » : on ne peut mettre le socialisme sous le contrôle de la démocratie. Le socialisme (ou le communisme) nous suffit. La « démocratie » n'a rien à y voir. Depuis, la révolution d'Octobre a démontré vigoureusement que la révolution socialiste ne pouvait s'effectuer dans le cadre de la démocratie. La « révolution démocratique » et la révolution socialiste se trouvent des deux côtés de la barricade. La III^e Internationale a consacré théoriquement cette expérience. La révolution « démocratique » en Espagne est déjà faite. Elle est renouvelée par le Front Populaire (...) La révolution socialiste est à faire en lutte implacable contre la révolution « démocratique » avec son Front Populaire. Que signifie donc cette « synthèse » de révolution « démocratico-socialiste » ? Rien du tout. Ce n'est qu'un galimatias éclectique. »

Aucun commentaire superflu n'est nécessaire.

Parti ouvrier ? Parti ouvrier révolutionnaire ? Parti ouvrier « indépendant » ? La clarté est nécessaire

Gluckstein a recours - on le verra plus loin - aux mêmes procédés sur une autre question de première importance : à savoir l'appréciation du rôle du PT.

Mais revenons d'abord à la constitution du COSI. Celui-ci évoque à juste titre la nécessité de combattre pour la constitution d'un parti ouvrier et son objectif de contribuer à la constitution d'un tel parti. Commençons par faire une remarque : les termes de « parti ouvrier », « parti ouvrier indépendant », « parti des travailleurs », « parti révolutionnaire », « parti ouvrier révolutionnaire » ne sont en rien équivalents. Il faut donc faire la clarté.

Faire la clarté exigerait de dire que la classe ouvrière en Algérie n'a pas de parti propre, qu'il faut donc combattre sans condition pour la constitution d'un parti ouvrier. Mais il faut ajouter : un tel parti ne pourrait remplir sa fonction de défense des intérêts ouvriers que sur un programme révolutionnaire d'expropriation du capital.

Faire la clarté consisterait à dire qu'un parti ouvrier, ce n'est pas un parti des travailleurs en général (car nombre de « travailleurs » peuvent être propriétaires de leurs moyens de production – paysans, artisans, petits commerçants – toutes couches sociales avec lesquelles la classe ouvrière devra sans doute passer des compromis politiques dans sa lutte pour le pouvoir, mais dont les objectifs politiques immédiats ne coïncident pas avec ceux de la classe ouvrière proprement dite).

Enfin il faut s'interroger sur le fait d'accoler l'adjectif « indépendant ». Dans un certain nombre de pays où la classe ouvrière n'avait pas de parti propre à elle, Trotsky a souvent été amené à expliquer l'importance du combat pour le parti ouvrier. Par exemple aux États-Unis, il explique longuement la nécessité du combat pour le *Labor Party*. Il n'a jamais eu

l'idée d'ajouter « indépendant ». Car s'il s'agit de dire que ce parti doit être indépendant de la bourgeoisie, de l'État, c'est d'une telle évidence que cela ne vaut pas d'être dit. Comment un parti dépendant de l'État et de la bourgeoisie pourrait-il être qualifié d'« ouvrier » ?

Il s'agit donc d'autre chose, que l'expérience française nous permet de comprendre. Les différentes variantes du lambertisme en France ont constitué des groupes politiques qu'ils ont appelés partis « indépendants » : « Parti ouvrier indépendant », « Parti ouvrier indépendant démocratique ». Leur matrice commune, c'est « *l'indépendance réciproque des syndicats et des partis* », dont d'ailleurs Gluckstein se réclame bruyamment et pesamment de manière constante.

Mais quel est le contenu politique de cette prétendue « *indépendance réciproque* » ? Celui-ci consiste à dire qu'en son nom il est interdit aux militants révolutionnaires de combattre dans les syndicats contre l'appareil bourgeois qui les dirige⁷. Ce que l'adjectif « indépendant » introduit donc en contrebande, c'est l'interdiction faite de toucher... à l'indépendance des appareils syndicaux par rapport à la classe ouvrière, accompagnée d'une étroite dépendance des mêmes appareils par rapport à la bourgeoisie. Cette dépendance étroite a trouvé une illustration en Algérie avec le rôle moteur des dirigeants de la CSA dans la « conférence de la société civile ». C'est cette conférence qui constitue le véritable pont qu'en relation étroite avec des forces bourgeoises, l'appareil syndical prétend établir avec le régime. Or, cela ne peut rester sans effet sur les masses elles-mêmes. Cela vise à les désorienter, et à les désarmer. Car les syndicats autonomes ont appelé à plusieurs grèves successives, avant et après le 22 février, et ont donc joué un rôle important dans le développement du *hirak*.

Cela ne signifie pas que la prise de position des 7 organisations politiques allant du RCD, au PST et PT en passant par le FFS, et les variantes issues du stalinisme soit sans importance. Mais au bout du compte, elle n'est en réalité qu'un sous-produit de la « conférence de la société civile ».

Il n'en reste pas moins correct de s'adresser au PST, au PT, au MDS, au PLD, qui, peu ou prou se réclament de la classe ouvrière, de rompre l'alliance avec les partis bourgeois et de rejeter la « solution consensuelle » que proposent ces partis.

Une telle exigence s'adresse-t-elle aussi au FFS ? Sûrement pas. À cet égard, la clarification doit être faite sur la nature de classe du FFS. Pour déterminer la nature de classe d'une organisation, on ne peut se contenter de faire l'analyse sociologique de ses membres. Dans le FFS, il y a des membres de toutes les classes sociales sans doute. Mais quelle est la nature **politique** du FFS ? Il s'agit sans conteste d'une organisation bourgeoise. Que le FFS se soit constitué en 1963 contre le coup d'État et le régime du parti unique n'en fait pas une organisation ouvrière. De ce point de vue, englober le FFS dans les partis auxquels on demande de « rompre » est totalement erroné.

La place du PT en Algérie : à nouveau, la clarté est nécessaire ; une étonnante contradiction...

S'il faut construire un parti ouvrier en Algérie, c'est qu'il n'en existe pas. S'il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, c'est qu'il n'en existe pas davantage. Ce sont là des évidences. Cet objectif est donc inséparable de l'appréciation des organisations existantes, ou il devrait l'être.

Il existe en Algérie des organisations qui se réclament peu ou prou de l'émancipation des travailleurs. On peut aller vite sur le PST, organisation historiquement liée au secrétariat unifié de la IV^e Internationale. C'est le soutien éhonté du PT de Louisa Hanoune au régime qui lui a redonné une certaine place, au-delà de son implantation réelle. Sa position actuelle – son intégration au front des 7 organisations politiques (dont des partis bourgeois tels le RCD ou le FFS... et du PT) qui ont passé accord pour une solution « consensuelle », qui a même enterré la position d'« assemblée nationale constituante », ne fait que confirmer la nature de cette organisation et son histoire. Le secrétariat unifié, le courant pabliste – du nom de Pablo son principal dirigeant historique – a une histoire bien précise, particulièrement en Algérie : son soutien à Ben Bella puis à Boumediène. Il faut rappeler que Ben Bella a été porté au pouvoir en 1962 par l'armée des frontières, renversant le GPRA pour mettre en place la dictature du parti unique. La soumission actuelle du PST à la « solution consensuelle » s'inscrit dans cette histoire.

Mais la véritable discussion doit porter sur l'appréciation du PT algérien. Là aussi, l'orientation est fournie par les dirigeants du CORQI, et d'abord par Gluckstein, son principal dirigeant. Citons le *Rapport sur le processus révolutionnaire en Algérie... présenté le 24 mai 2019 (L'Internationale n° 14, p. 9)* :

« Enfin, il y a le PT, et là, c'est un drame. (...) Sans remonter très loin, que penser de quelques-unes de ses performances actuelles (...) Pour moi, c'est une orientation ambivalente. (...) »

Ambivalente : qui a deux valeurs contradictoires... Si la politique du PT est simplement « ambivalente », alors la tâche des révolutionnaires est de faire sortir le PT de son « ambivalence », et d'œuvrer en son sein dans ce but. Si la politique du PT est simplement « ambivalente », cela ne nécessite pas de créer une nouvelle organisation, tâche qui ne peut se justifier que par le fait qu'aucune organisation existante n'est redressable. Trotsky a refusé de s'engager sur la création d'une nouvelle internationale tant que le sort de la III^e Internationale n'était pas définitivement scellé (en 1933, quand la politique des staliniens en Allemagne a pavé la route du pouvoir à Hitler sans que la moindre réaction ne se manifeste au

7 À nouveau dans *Combattre pour le socialisme* : « A propos de l'indépendance réciproque des syndicats et des partis »

sein même de l'Internationale). Et la création par Stéphane Just du *Comité* en France ne s'est justifiée que par l'impossibilité qui était faite à lui et ses camarades de combattre à l'intérieur du PCI pour son redressement du fait des exclusions bureaucratiques prononcées par Lambert- Gluckstein. Ce n'est qu'en 1991 lorsque la direction du PCI s'est alignée derrière le PCF, et par son intermédiaire derrière l'impérialisme français lors de la première guerre du Golfe, que le *Comité* de Stéphane Just prend le nom de « *Comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire de l'Internationale ouvrière.* » Le même *Rapport sur le processus révolutionnaire en Algérie* (cité plus haut) souligne d'ailleurs que la position de la direction du PT n'avait rien d'« ambivalent ». Le PT se situe délibérément du côté du régime contre les masses. Il condamne les manifestations du 22 février, dans la continuité de la prise de position du PT en 2014 lors du 4^e mandat (voir plus loin). Il appelle au report des élections.

Ensuite, la direction du PT est contrainte de « tourner », tout en continuant de donner des gages à la bourgeoisie. Elle précise que l'« assemblée constituante » qu'elle préconise devra donner toute sa place aux chefs d'entreprise dont le développement a été contrarié par le régime.

Mais il est au fond inutile de « démontrer théoriquement » que le PT a soutenu le régime. La démonstration **pratique** en a été fournie par les masses expulsant Louisa Hanoune de la manifestation. Du reste, le *Rapport sur le processus révolutionnaire en Algérie* doit en convenir : à travers une phrase qui dit une chose et son contraire (p. 10) :

« *Le PT est un grand espoir* (ndlr est : présent de l'indicatif). *Il pouvait rassembler toute l'avant-garde. Le PT, grand espoir, est en train d'être frappé par le rejet de l'avant-garde qui l'identifie de plus en plus à une pièce d'un puzzle du système* ».

Comment un parti identifié à une pièce du puzzle du système peut-il être « *un grand espoir* » ?

La politique du PT : 1991-1992

On le verra, cette contradiction a sa raison d'être, comme les imprécisions calculées du CORQI sur l'appréciation du PT et de son histoire. Jusqu'à quand le CORQI juge-t-il que l'orientation du PT était correcte ? Correcte l'orientation de soutien du PT au FIS en 1992 ? Correct le fait que le PT était partie prenante du « contrat national » de Rome en 1995 (avec le FIS, le FLN, le FFS, les partisans de Ben Bella, etc.) ? Correct le soutien du PT à la « charte de réconciliation nationale » qui a scellé l'accord final entre le régime et les islamistes, charte qui comprenait la condamnation et la répression contre toute recherche de la vérité sur les conditions dans lesquelles avaient été assassinés les dizaines de milliers de personnes de la « décennie noire » ? Correcte la politique de soutien constant pendant vingt ans à Bouteflika qu'on présentait en permanence comme simple victime d'un entourage dévoué au FMI et à l'impérialisme auquel, nous dit-on, il aurait tenté vaille que vaille de résister ? Sur toutes ces questions, Gluckstein et ses amis restent silencieux. Ils ont leurs raisons de l'être.

Reprenons les différents faits marquants de l'histoire algérienne et de ce qui a été la politique du PT.

Mai-juillet 1991⁸ : le gouvernement Chadli fait adopter le 1^{er} avril une loi électorale « sur mesure » lui garantissant, du moins le croit-il, la victoire – malgré la victoire éclatante remportée précédemment par le FIS aux municipales (découpage *ad hoc* des circonscriptions). Le 4 avril, des élections sont annoncées. Le 25 mai, le FIS, via son appendice syndical, appelle à une « grève générale » que les travailleurs algériens refuseront de faire. Mais s'il n'a pas les capacités d'organiser la grève générale, il a celle de mettre quelques dizaines de milliers de jeunes, souvent chômeurs, dans la rue sur ses mots d'ordre. Ils sont clairs : « *A bas la démocratie ! État islamique sans élections !* »

La nature politique du FIS ne fait aucun doute. Elle s'est illustrée quelques semaines plus tôt (en mars) par la dénonciation violente de la grève générale de 48 heures – celle-là, par contre massivement suivie – appelée par l'UGTA en mars, que la direction de l'UGTA avait pris soin de cantonner à des mots d'ordre « économiques » (Madani, dirigeant du FIS, comparait à l'occasion les travailleurs en grève à l'OAS !).

Le pouvoir finira par réprimer avec la dernière des violences (des dizaines de morts) les manifestations de jeunes manipulés par le FIS et décrétera l'état de siège, reportant les élections à décembre.

Pour la classe ouvrière et la jeunesse, c'est une impasse tragique, prises en étau entre l'État militaro-policier et le FIS archi-réactionnaire. La seule position correcte pour une organisation révolutionnaire consistait à tracer la voie d'une issue ouvrière à la crise, ce qui excluait à la fois toute espèce de soutien au régime et toute espèce de soutien au FIS. Cette issue ouvrière ne pouvait être incarnée que par un combat pour que la seule organisation dont pouvait se saisir le prolétariat, l'UGTA, rompe avec le régime et ouvre la perspective du gouvernement ouvrier.

Quelle a été la position de Louisa Hanoune et du PT ? Au nom de la lutte contre la répression, ce fut le soutien total au FIS, au point d'en camoufler la nature et les buts, et même de l'affubler à l'occasion de « *parti d'opposition démocratique* » :

8 Il faut lire l'article de Stéphane Just : « Les événements tragiques d'Algérie et la politique du "PT" » algérien (sur le site de *Combattre pour le socialisme*, cliquer Index thématique, Algérie). Ces quelques lignes ne font qu'en reproduire la démonstration.

« Je ne vois pas pourquoi le FIS aurait pu nous empêcher de continuer à nous battre pour nos convictions, par les moyens de la démocratie, et non par ceux des chars. Pour moi, la différence est là, entre un parti d'opposition démocratique et les partis annexes du régime. De toute manière, nous voyons bien comment les libertés démocratiques et les droits de l'homme sont « garantis » par ceux qui ont voulu nous sauver du FIS » (p. 134) ⁹... « Dans ses prêches, dans les mosquées, Ali Benhadj avait beau déclarer que le Coran ne peut être soumis à la sanction des urnes, je constate que cela ne l'a pas empêché de participer à la campagne électorale de son parti... En définitive, il a reconnu le suffrage universel comme arbitre, dans sa pratique » (p. 157). Déclaration incroyable, qui consiste à délivrer un brevet de « démocratie » à tout parti se présentant au suffrage universel. A ce compte, le parti nazi en Allemagne était lui-même « démocratique » !

Soutien au FIS à un tel point que, suite à la grève du FIS, Ghazali, le chef du gouvernement, convoque une conférence des partis. Le FIS décide de la boycotter mais confie... à Louisa Hanoune le soin de lire une déclaration en son nom, laquelle devient pour l'occasion... son porte-parole. Elle s'en justifie : « Je ne regrette rien : pour moi respecter les opinions contraires aux vôtres, défendre leur droit à l'expression reste le meilleur moyen de prouver son attachement à la démocratie » ¹⁰

Cette orientation de soutien ne se démentira pas. Les élections législatives sont finalement reportées à décembre 1991. Elles donnent au premier tour un tel avantage au FIS (avec cependant seulement 25,14% des inscrits) que sa victoire au second tour et l'obtention de la majorité absolue ne fait aucun doute. Devant cette situation, l'armée se livre à un coup d'état militaire, interrompt le processus électoral. Au nom de la « démocratie », le PT prend position pour la reconnaissance de sa légitimité.

Faut-il le dire ? Une organisation révolutionnaire aurait sans aucun doute condamné le coup d'État, mis en avant la défense des libertés démocratiques. Elle ne se serait certes pas engagée pour autant sur le terrain du soutien aux résultats électoraux, qui étaient d'abord l'expression du fait que, dans le cadre de ses élections, la classe ouvrière ne disposait d'aucune possibilité d'expression politique propre et que les organisations prétendant parler en son nom (PT compris) ne lui ouvraient aucune perspective, rejetant dans les bras du FIS des centaines de milliers de jeunes, exploitées ou chômeurs.

Le « contrat national » de Rome

L'annulation des élections va déclencher contre les masses l'épouvantable décennie de violence sous les feux croisés de différentes factions islamistes et de la Sécurité d'État. 150 000 personnes sont assassinées. Parmi elles, des syndicalistes, des journalistes, des artistes, mais aussi des femmes qui refusent la charia, des villages entiers accusés de collusion avec le pouvoir. Du reste, on ne sait plus qui tue. Les services secrets infiltrèrent largement certains des groupes islamistes et lorsqu'ils les contrôlent, commanditent eux-mêmes les massacres.

C'est dans ces conditions que se tient, à l'initiative d'une communauté catholique à Rome, une rencontre entre plusieurs partis politiques, dont le FFS, le MDA de Ben Bella, l'ex-parti unique le FLN, et diverses factions islamistes... dont le FIS (dont le représentant rentre... des États-Unis)... et le PT ! Si le gouvernement algérien n'est pas représenté... c'est simplement qu'il a décliné l'invitation. La raison invoquée pour le « contrat national » est de faire cesser la violence : « Nous savions qu'au moment où nous étions réunis, des Algériens continuaient à être tués et que les deuils, les blessures et les souffrances se multipliaient comme pour nous signifier que la guerre était inévitable. Mais la sauvegarde des vies humaines et l'avenir du pays que nous sommes condamnés à partager l'ont emporté. » ¹¹

Que la population n'en puisse plus de la double terreur à laquelle elle était soumise ne fait aucun doute. Que la solution pour en finir avec cette terreur passe par un front commun rassemblant pêle-mêle, avec le PT, l'ancien parti unique (FLN), le parti de Ben Bella et les islamistes, bref la plupart des responsables politiques de la misère et de l'oppression des masses algériennes, voilà pour une « trotskyste » une prise de position pour le moins originale.

En réalité, le « contrat national » était surtout une opération de blanchiment politique du FIS. Que les grandes déclarations « de paix » n'aient engagé que ceux qui voulaient bien y croire, voilà ce qui a été révélé rapidement... lorsque peu de temps après, Haddam, le représentant du FIS, a justifié un attentat à Alger faisant des dizaines de morts, y compris des civils.

Quant au contenu de la déclaration de Rome, rappelons-en quelques passages :

« les éléments constitutifs de la personnalité algérienne sont l'Islam, l'arabité et la berbéricité »

et aussi :

« Les partis s'engagent à respecter la Constitution du 23 février 1989. Son amendement ne peut se faire que par les voies constitutionnelles. »

9 Louisa Hanoune, *Une autre voix pour l'Algérie*, 1996, La Découverte

10 Ibid p. 185

11 Ibid pp. 199-200

Comme le dira Stéphane Just, « *après quoi, Louisa Hanoune peut toujours jacasser sur la constitution algérienne* »¹²

L'avènement de Bouteflika, la loi de « concorde nationale » et la Charte pour la réconciliation nationale

Il n'est pas question de retracer année après année ce que fut la politique du PT, ce qui réclamerait un article d'une toute autre ampleur. Mais il est nécessaire de situer cette politique à travers quelques événements particulièrement marquants.

En 1998, éclate une crise au sommet de l'appareil d'État. Dit autrement, l'armée qui détient la réalité du pouvoir, se débarrasse de Zeroual, qui, pour des raisons obscures, est considéré comme ne faisant plus l'affaire.

Ont donc lieu en 1999 des « élections présidentielles anticipées ». C'est la première candidature Bouteflika. Quant aux relations de cette candidature avec l'armée, voilà ce qu'en dit Bouteflika lui-même :

« Mais enfin, déclare-t-il au cours d'une interview au Monde publiée le 30 mars 1999, de quel droit s'obstine-t-on à vouloir contester aux militaires, sur qui pèse la lourde responsabilité d'assurer la défense de l'État républicain et de lutter contre le terrorisme, la possibilité d'apprécier la fiabilité de tel projet, de tel candidat ? »

Voilà ce qu'en dit en décembre 2018 Lucien Gauthier, représentant de l'un des deux courants lambertistes français – celui qui a aujourd'hui les faveurs de Louisa Hanoune –, donnant ce qui était la position commune de tout le parti lambertiste et du PT lui-même en 1999 : « *L'élection en 1999 du président Bouteflika avait répondu à cette attente du peuple algérien, à la paix, à la sécurité* ». ¹³

En réalité, ces élections furent une telle farce que même les candidats qui avaient accepté de se présenter et de servir de faire-valoir se retirèrent avant le jour des élections.

Dans ces conditions, candidat désormais unique, Bouteflika sera élu le 15 avril 1999 avec 73,79 % des suffrages exprimés, avec 20% de participation (officiellement 65 %).

Mais l'appréciation reproduite 20 ans après par *Fraternité*, le journal du PT, l'indique : les élections de 1999 initièrent 20 ans de soutien indéfectible du PT à Bouteflika, soutien qui ne s'est interrompu... qu'en mars 2019. Ce soutien se traduira par la constante candidature de Louisa Hanoune aux Présidentielles qui suivront, servant complaisamment de caution à la farce électorale renouvelée. Ce sont ces 20 ans que les manifestants d'Alger avaient récemment en tête en intimant à Louisa Hanoune de « dégager » à ce moment-là.

Mais dans le soutien à Bouteflika, le PT marche la main dans la main avec la « IV^e Internationale » façon Lambert, dont un des éminents dirigeants se nomme... Daniel Gluckstein.

Donc lorsque celui-ci et ses amis évoquent ces années-là, ils marchent sur des œufs : comment avoir l'air de se distinguer de l'appréciation de Lucien Gauthier... sans prétendre pour autant avoir défendu alors une politique différente (prétention qui pourrait à tout moment être démentie, preuves à l'appui). Cela donne donc cela : « *Certes, il s'agit des élections de 1999. Mais nous sommes 20 ans plus tard (...)* » (*L'Internationale* n°14, p. 19) Comprenez qui pourra. Juste le soutien à Bouteflika en 1999 ? A vous de choisir !

L'armée donne à Bouteflika une tâche politique dont il s'assignera avec zèle : en finir avec l'éradication du terrorisme islamiste, en intégrant en même temps ceux des islamistes qui acceptaient de « jouer le jeu » avec amnistie à la clef, en leur proposant une place dans le « système » de prédation. Ce sera l'objet de la loi dite de « concorde nationale » puis, quelques années plus tard, de la Charte pour la réconciliation nationale de 2005, qui interdit désormais toute recherche sur les auteurs des assassinats passés durant la décennie noire et toute remise en cause des forces armées et de sécurité.

De cette Charte pour la réconciliation nationale, le « contrat national » de Rome avait d'ailleurs planté les jalons. Citons-en quelques passages :

« L'Algérie a survécu grâce au patriotisme et aux sacrifices des unités de l'Armée nationale populaire, des forces de sécurité et de l'ensemble des Patriotes (...) En adoptant souverainement cette charte, le peuple algérien affirme que nul en Algérie ou à l'étranger n'est habilité à utiliser ou instrumentaliser les blessures de la tragédie pour porter atteinte aux institutions de la République algérienne (...) Le peuple algérien souverain rejette toute allégation visant à faire endosser par l'État la responsabilité d'un phénomène délibéré de disparition (...) »

Cette charte fera l'objet d'un plébiscite. Les Oui remportèrent une « victoire » avec des pourcentages astronomiques. Mais la participation officiellement gonflée dépassera péniblement les 10% en Kabylie. Le PT appellera héroïquement à voter Oui, et rares seront désormais les éditoriaux de *Fraternité* qui ne contiendront pas un vibrant hommage à l'Armée nationale populaire. Et surtout, sont transformées en parias toutes les familles qui exigent de connaître les responsables de l'assassinat de l'un de leurs proches durant la « décennie noire ».

12 Supplément à *Combattre pour le socialisme* n°55, février 1995

13 Cité dans *Fraternité* de janvier 2019, citation reproduite par *l'Internationale* n° 14, mai 2019

Un soutien constant au régime, main dans la main avec la clique pourrie de Sidi Saïd

En vingt ans, le PT n'a jamais dérogé à cette orientation de soutien au régime. Il l'a fait en liaison constante avec la clique pourrie dirigeant l'UGTA. Sidi Saïd trônait régulièrement aux côtés de Louisa Hanoune dans toutes les conférences de la prétendue Entente internationale des travailleurs. Il avait une place de choix également à tous les congrès du PT. Un exemple parmi cent autres : *Informations ouvrières* (du 23 au 29 septembre 2010), qui le tire lui-même du journal *La Tribune* (du 28 août 2010), indique que le 6^e congrès du PT avait lieu en présence (limitons-nous aux invités de marque) : « du secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem (extrêmement attentif à l'allocation d'ouverture de Louisa Hanoune), de Seddik Chihab et Abdesselam Bouchouareb, du RND, de Mohamed Djemaa, du MSP (...), du secrétaire général de l'UGTA Abdelmajid Sidi Saïd (...), de l'ambassadeur de la République d'Iran », etc.

Le soutien au régime s'accompagne, dans la plus pure tradition stalinienne... ou dans la même veine que les discours de Gaïd Salah, d'une campagne de dénonciation des mobilisations de la classe ouvrière et de la jeunesse comme dirigées par des forces obscures manipulées par l'étranger et les puissances impérialistes. Ce sera le cas des émeutes de la faim de 2011; ce sera le cas des mobilisations de 2013 dans le Sud, à partir de Ouargla, mobilisations de la jeunesse contre le chômage. La Coordination nationale de défense des droits des chômeurs envisage alors (mars 2013), une montée nationale des chômeurs sur la capitale. La *Une d'Algérie* cite l'intervention de Louisa Hanoune au même moment lors d'un meeting à Alger :

« “Ces grands manouvriers appellent à une grande marche de millions de personnes pour tout simplement demander le départ du Premier ministre Abdelmalek Sellal. Que visent-ils par un tel appel si ce n'est de frapper la stabilité du pays et de semer les germes de la division entre le Nord et le Sud ?”, tonne-t-elle, appelant le gouvernement à agir rapidement pour que “cessent de tels agissements qui mettent de l'huile sur le feu dans une région sensible et exposée à tous les dangers.” »

Et dans le même temps, en parfaite synchronie avec les dirigeants français du parti lambertiste (alors encore uni), le PT invente de toute pièce une prétendue menace d'intervention immédiate de l'impérialisme US sur le sol algérien. 6 ans après, tout le monde peut faire le constat qu'il s'agit de ce que l'on appelle aujourd'hui une « fake news » des plus grossières, dont le but est évident : en appeler à l'union nationale contre la menace étrangère, et par conséquent à la dénonciation de tout mouvement de classe à l'intérieur comme faisant le jeu de l'étranger. Or l'impérialisme US n'avait nul besoin d'intervenir sur le sol algérien. Car du point de vue des intérêts impérialistes, le gouvernement Bouteflika « faisait le job » comme on dit aujourd'hui.

Notons-le dans cette campagne d'intoxication, un des moins actifs ne fut pas... Daniel Gluckstein. Le 2 mai 2013, c'est lui qui écrit dans *Informations Ouvrières* :

« L'intervention française au Mali s'inscrit dans la politique de “maintien de l'ordre” dictée par le gouvernement des États-Unis, qui tend à déstabiliser et disloquer toutes les nations et à s'ingérer dans leurs affaires en piétinant toute souveraineté. (...) Ces événements doivent particulièrement inquiéter les travailleurs et les militants à l'heure où l'Algérie est à son tour menacée. (...) Dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, le POI répondra à tout appel à la mobilisation internationale contre les tentatives d'ingérence ou d'intervention dans les affaires algériennes. (...) Non à la guerre au Mali ! Non à l'intervention militaire ! Ne touchez pas à l'Algérie ! »

Une phase ouverte en 2015 : pour qui ?

La même orientation de dénonciation des mobilisations contre le régime et de soutien prévaudra, répétons-le, jusqu'à mars 2019 de la part du PT et pour ce qui concerne Daniel Gluckstein et ses amis, jusqu'à 2015 et au-delà. Elle y prendra des formes assez répugnantes, avec des méthodes puisées dans l'arsenal du stalinisme. En 2014, anticipant sur ce qui va se développer à une échelle infiniment plus large en 2019, se développe un mouvement contre le 4^e mandat . Voilà ce qu'en dit le journal dont Daniel Gluckstein est le directeur de publication, *Informations Ouvrières* : « Le Monde, l'Humanité, Libération mettent en avant un regroupement intitulé Barakat, constitué de manière anonyme sur les réseaux sociaux ; qui appelle à des manifestations, qui, en fait, ne rassemblent que quelques dizaines de personnes. Ils appuient la campagne de boycott des élections présidentielles initiée par quelques « personnalités » bien connues pour leur lien avec l'étranger. » On ne peut lire la suite sans se boucher le nez. Mais sur la même page, Louisa Hanoune nous livre le secret de cette campagne nauséabonde : « En attendant l'avènement du socialisme, nous sommes conscients que l'existence d'un État national, quelle que soit sa nature, est une condition pour l'existence d'une nation ».

« En attendant l'avènement du socialisme »... Cela évoque irrésistiblement la formule de Trotsky dans le *Programme de transition* sur les dirigeants des partis traîtres qui parlent du « socialisme les dimanche et les jours de fête »... En attendant, donc : défense de l'État bourgeois ! Défense du régime !

Dans le *Rapport sur le processus révolutionnaire en Algérie* de Gluckstein et ses amis du CORQI, il y a une phrase étonnante¹⁴:

« *La phase que nous vivons a été ouverte en 2015, lorsque le régime, qui n'avait de cesse de répéter depuis 2008 que la crise économique mondiale ne toucherait pas le pays, a été contraint de dire le contraire. (...)* » Puis, page suivante : « *Et de 2015 à 2018, il y a eu des mouvements extrêmement importants.* »

Loin de nous l'idée de contester qu'il y a eu notamment de 2015 à 2018 des mouvements extrêmement importants. Mais on a beau se gratter la tête, on ne trouve aucune raison de les faire commencer en 2015. Nous avons cité 2014, nous avons cité 2013 ; nous pourrions parler des émeutes de la faim de 2010-2011...

Par contre, « *une phase a été ouverte* »... dans la vie de Gluckstein et ses amis en 2015. Les appareils syndicaux qui décident de la vie du POI ont jugé bon de remplacer à la tête du POI Gluckstein et ses amis par d'autres, ce qui a abouti à une scission du POI, et d'abord de *IV^e Internationale-CIR*, dont les militants sont la seule force militante réelle.

Dès lors, les différents groupes existant à l'échelle internationale ont dû se positionner pour les uns et pour les autres : d'un côté Gluckstein, de l'autre côté Lacaze/Gauthier/Hébert. Et Louisa Hanoune et ses amis ont décidé de faire leur vie avec Lacaze-Gauthier-Hébert, et non avec Gluckstein.

Il a donc dû adapter le discours. Sur la ligne du PT, la place était prise. Ainsi à partir de 2015, les mobilisations contre le régime cessèrent d'être considérées comme fomentées par les puissances impérialistes et commencèrent à trouver grâce.

S'il s'agissait d'une modification réelle, profonde de l'orientation antérieure, il y aurait tout lieu de s'en féliciter. Mais ce qui n'a pas changé, c'est la politique de soutien aux appareils syndicaux, c'est en Algérie la volonté de contenir le mouvement des masses sur le terrain de la « démocratie » (voir la première partie de ce texte sur la question de la Constituante). En ce sens, l'orientation impulsée par le CORQI ne peut que précipiter les militants du COSI dans une impasse politique et leur interdire de renouer avec une politique réellement révolutionnaire.

En conclusion

Un des éléments de la situation en Algérie, un obstacle considérable à la construction du Parti ouvrier révolutionnaire (qui ne peut se construire qu'en combattant pour le Parti ouvrier), c'est incontestablement l'existence d'une organisation qui, étiquetée comme « trotskyste », a derrière elle 20 ans de soutien constant au régime. Il y a eu précédemment en Algérie une organisation trotskyste aux effectifs sans doute limités, mais qui avait accumulé une certaine expérience politique, constituée de militants courageux ayant à leur actif un réel combat dans les conditions difficiles du régime totalitaire et du Parti unique. Cette organisation, c'était l'OST.

La destruction de l'OST au profit du « parti large », le PT, renonçant au programme de la révolution prolétarienne pour se vautrer dans le soutien d'abord au FIS puis au régime lui-même, ne peut être comprise sur le terrain strictement algérien. Elle constitue la déclinaison en Algérie de la même orientation qui, en France, a abouti à la destruction du PCI comme organisation révolutionnaire, mais aussi à la liquidation de l'OSI au Brésil, du POMR au Pérou, sans que la liste ne soit exhaustive, là aussi au profit de « partis larges » aux ordres des appareils syndicaux. Elle est l'application en Algérie de la « ligne de la démocratie » substituée au combat pour le gouvernement ouvrier, ligne dont les deux initiateurs principaux furent il y a près de 40 ans Lambert et Gluckstein.

Tôt ou tard, les militants algériens qui cherchent sincèrement à combattre pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire doivent se mettre au clair avec cette histoire.

Celui qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir. Tirer jusqu'au bout les leçons de ce passé est indispensable pour s'orienter de manière correcte dans les grands événements que connaît aujourd'hui l'Algérie. Avec ceux qui veulent comprendre pour agir, sans adopter une attitude suffisante mais sans renoncer à la précision absolument nécessaire, nous ouvrons la discussion.

Le 7 juillet 2019.



BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 EUROS)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. - 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr